

REÇU LE

05 DEC. 2024

D.R.E.A.L S.C.T.E

Grand Auverné 4 PV
55 allée Pierre Ziller
06650 VALBONNE

Vos contacts TSE
Agence Grand Ouest

Mickaël MAIRAND – Directeur d’Agence

Pierre BLECON – Chargé d’affaires environnement

Monsieur le Préfet de la Région
Pays de la Loire
DREAL Pays de la Loire,
SCTE/DEE,

LRAR n° 1A 209 886 8276 0
Le 03/12/2024, au Mans

Ref. : Décision du 12 novembre 2024 - Projet d’ombrières agrivoltaïques sur la commune de Grand-Auverné (44)

Objet : Décision de soumission à évaluation environnementale – Recours administratif préalable obligatoire

Monsieur le Préfet de Région,

La société Grand Auverné 4 PV a déposé le 04 octobre 2024 une demande d’examen au cas par cas portant sur un projet d’ombrières agrivoltaïques situé sur la Commune de Grand Auverné (ci-après le “Projet”). Cette demande ayant pour finalité de déterminer si le Projet tel que présenté devait être soumis à évaluation environnementale.

Par une décision du 12 novembre 2024 (ci-après la “Décision”), au regard des éléments présentés par la société pétitionnaire, vous avez considéré que le Projet devait être soumis à une procédure d’évaluation environnementale (*pièce jointe n°1*).

Votre Décision repose sur différentes considérations portant notamment, sur la nécessité d’apporter davantage de précisions sur certains enjeux ou impacts potentiels ainsi que sur les mesures permettant de les éviter ou le cas échéant de les réduire.

Dans ce contexte, vous trouverez jointe à la présente une note technique (*pièce jointe n°2*) exposant les éléments de réponse que la société Grand Auverné 4 PV entend apporter à chacun des considérants énoncés dans votre Décision.

Comme vous pourrez le remarquer à la lecture de ladite note, les informations complémentaires sollicitées précisent les mesures intégrées au Projet. Ces précisions vous amèneront à mieux appréhender le Projet et vous pourrez constater que celui-ci ne présente pas d’incidence notable sur l’environnement justifiant sa soumission à évaluation environnementale.

En effet s'agissant des incidences potentielles sur la biodiversité, tel que l'expose la note technique, l'impact résiduel du Projet après la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction est qualifié de nul. Pour cette raison, le Projet ne nécessite pas d'inclure des mesures de compensation ni de réaliser une demande d'autorisation de dérogation de protection des espèces protégées.

Par ailleurs, concernant vos considérations portant sur les insuffisances de développement sur les zones humides, l'analyse a été étoffée (*cf. note technique page 9 et suivantes*). Comme vous pourrez le constater, il a été apporté par la société pétitionnaire les précisions complémentaires de nature à établir que les éventuelles incidences du Projet sur les zones humides ont été dument environnées. Au regard de cette analyse, la pétitionnaire à envisager les mesures d'évitement et de réduction les plus pertinentes pour que tout éventuel impact soit réduit à sa plus simple expression.

Concernant vos considérations portant sur les enjeux paysagers, nous avons intégré à la note de nouvelles prises de vues de nature à vous permettre d'appréhender davantage d'une part, l'intégration du Projet dans son environnement et d'autre part, l'efficacité des mesures paysagères envisagées pour ce Projet.

Nous avons fait nos meilleurs efforts afin de vous présenter un dossier davantage étayé sur les sujets évoqués dans la Décision. L'ensemble des précisions formulées dans la note technique permet de démontrer davantage que le Projet ne présente pas d'incidences notables qui justifieraient la réalisation d'une étude d'impact dans le cadre d'une évaluation environnementale.

*

* *

Au regard de ce qui précède et des nouveaux éléments portés à votre connaissance, nous vous demandons de bien vouloir revenir sur votre décision de soumission de notre Projet à une procédure d'évaluation environnementale.

Nous restons à la disposition de vos services pour discuter de ce dossier, éventuellement lors d'une réunion qui pourrait être organisée en préfecture.

Dans l'attente d'une suite que nous espérons favorable à notre demande, je vous prie de croire, Monsieur le Préfet de Région, en l'assurance de ma considération distinguée.

Pour GRAND AUVERNE 4 PV
Mathieu Debonnet
Président

PJ :

- 1) Décision du 12.11.2024
- 2) Note technique